

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article6265>

Berlin se rallie in extremis au plan de relance du système de navigation par satellite Galileo

- Technologie -



Date de mise en ligne : jeudi 29 novembre 2007

Spyworld Actu

Le ralliement in extremis du gouvernement allemand d'Angela Merkel au plan industriel concocté par la Commission européenne pour relancer le système de radionavigation par satellite Galileo devait faciliter un accord lors de la réunion des ministres des transports, jeudi 29 novembre, à Bruxelles. Seule l'Espagne, qui entend elle aussi bénéficier d'éventuelles retombées du rival du GPS américain, traînait les pieds jeudi matin.

En prélude à la rencontre, les diplomates allemands ont fait savoir qu'un "accord de principe" avait été dégagé au sujet du plan d'approvisionnement proposé par la Commission. Vendredi 23 novembre, l'Allemagne s'était encore opposée, seule contre tous, au financement de Galileo sur les fonds communautaires, alors que ses partenaires s'étaient mis d'accord sur le volet financier du projet qui prévoit le déploiement de trente satellites d'ici à 2 013.

Le dispositif industriel proposé aux Vingt-Sept jeudi a fait l'objet d'une vaste entreprise de médiation de la part du commissaire en charge des transports, Jacques Barrot, entre les intérêts longtemps divergents de l'Allemagne et de la France.

Galileo bénéficie du pragmatisme affiché par le tandem franco-allemand depuis l'arrivée au pouvoir du président Sarkozy en mai dernier. Après des mois de crise, Paris et Berlin se sont mis d'accord pendant l'été pour réformer la gouvernance d'EADS. Ils divergent toujours sur l'avenir de leur collaboration dans le nucléaire, alors que le gouvernement français entend muscler cette filière autour d'Areva. "Les affaires Sanofi/Aventis, ou Alstom/Siemens ont malheureusement exacerbé la rivalité industrielle entre les deux pays", indique un membre de la Commission : "La difficulté supplémentaire avec Galileo, c'est que le projet va bien au-delà du franco-allemand, et intéresse tous ceux qui ont la moindre ambition spatiale."

FONDS NATIONAUX

Depuis des mois, Berlin s'opposait à la stratégie privilégiée par la plupart de ses partenaires, dont Paris, pour sortir Galileo de l'impasse. Les Allemands ont longtemps exigé de recourir à des fonds nationaux, en souhaitant que l'Agence spatiale européenne (ESA) soit placée aux commandes du programme. Pour eux, une telle méthode devait permettre de garantir un plus juste retour sur investissement, au profit du champion défendu à bout de bras par les dirigeants allemands, EADS Astrium, filiale du groupe franco-allemand dont les activités satellitaires sont implantées pour l'essentiel outre-Rhin. Mais cette option a très vite été rejetée par la plupart des Etats membres, dont la France. Ainsi que par la Commission européenne, soucieuse de s'assurer la maîtrise d'ouvrage d'un projet présenté comme emblématique des ambitions spatiales de l'Union.

Les Allemands craignaient surtout qu'un recours au fonds communautaire, dont ils sont les principaux contributeurs, ne bénéficie d'abord aux industriels français, alors que Thales/Alcatel domine déjà le secteur. Frictions et malentendus se sont multipliés avant que Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ne conviennent, lors du conseil des ministres franco-allemand du 13 novembre à Berlin, de travailler à un compromis.

Afin de rassurer Berlin, la Commission et l'ESA ont imaginé un système d'appels d'offres sur la base de six segments. Une même société ne sera pas autorisée à être chef de file sur plus de deux lots, et devra sous-traiter au moins 40 % de ses contrats. Ce dispositif pourrait permettre à EADS Astrium de piloter la construction des satellites, au moins dans un premier temps, tandis que Thales hériterait des installations au sol.

"La conception de ce schéma a joué un rôle crucial", affirme un proche du dossier, "et puis Berlin s'est pris une claque vendredi dernier, après avoir imaginé être en mesure de constituer une minorité de blocage pour retarder un accord sur le financement". Reste que le compromis forgé après des mois de tractations ne plaisait toujours pas aux Espagnols, qui entendent aussi tirer leur épingle du jeu. Comme l'unanimité est en principe requise jeudi, Madrid

revendique l'installation sur son territoire d'un centre de contrôle du système Galileo. Mais les deux sites déjà prévus ont déjà été attribués à l'Allemagne et à l'Italie.

Chronologie

Galileo en quelques dates :

- ▶ 2001. La décision est prise de lancer Galileo d'ici à 2010 sous la forme d'un partenariat public/privé.
- ▶ Juin 2005. Choix d'un concessionnaire unique regroupant tous les concurrents du secteur, dont le franco-allemand EADS Astrium, les français Alcatel et Thales, l'italien Finmeccanica.
- ▶ Juin 2006. Les Vingt-Sept mettent un terme aux négociations du contrat de concession, en raison du retard pris par le programme, dont le déploiement est désormais prévu pour 2013.

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/web/article/0...>